



La lettre d'information de la Coopération belge au développement en République Démocratique du Congo

Dans ce numéro

- Le mot de la Coop
- AfricaMuseum – Atelier de lancement du programme de coopération 2024-2029
- Trias – Conférence mondiale du cacao 2024
- Réunion mensuelle du Nexus Donor Group
- La Belgique reconduite à la tête du GIBADER
- Réunions FABAC et Dialogue Stratégique
- ULB-Coopération : La simulation comme outil de formation
- L'Organisation du mois 11.11.11
- Annonces



Le mot de la Coop

Chères lectrices, chers lecteurs,

Nous revoilà pour un nouveau numéro en cette fin du mois de juin. Nous vous présentons différentes activités organisées à l'Ambassade depuis notre dernière publication : les réunions FABAC, Dialogue Stratégique, Nexus Donor Group et également la reconduction de la Belgique à la tête du GIBADER.

Les organisations avec lesquelles nous travaillons ne sont pas en reste, nous partageons avec vous leurs contributions : AfricaMuseum avec le lancement à Kinshasa de son programme de coopération 2024-2029, Trias qui a participé à la Conférence mondiale du cacao 2024 organisé à Bruxelles et ULB qui nous présente son projet de formation continue en santé par la simulation (SIMFOR).

L'organisation à l'honneur ce mois-ci est 11.11.11.

Bonne lecture,

Eric Willemaers
Ministre Conseiller
Chef de la Coopération

AfricaMuseum

Atelier de lancement du programme de coopération 2024-2029

L'AfricaMuseum a organisé du 24 au 26 avril à Kinshasa l'atelier de lancement de son programme de coopération 2024-2029 avec ses partenaires en RDC. Ce programme est financé par la Coopération belge et cherche à établir des partenariats scientifiques durables entre institutions et chercheurs congolais et l'AfricaMuseum.

L'évènement qui a eu lieu à l'espace culturel [Texaf Bilembo](#) visait à permettre des échanges entre les équipes de projets et avec des parties prenantes officielles et de la société civile. Le forum de discussion a augmenté la compréhension réciproque des besoins et changements en vue entre les partenaires du programme, et les parties prenantes de la RDC.



Présentations des projets (Team ATRAP) du Programme de Coopération par AfricaMuseum et partenaires en RD Congo

Les principaux thèmes lors de cet atelier étaient le changement climatique, la biodiversité, la réduction des risques de catastrophes et la sensibilisation du public large afin de renforcer et diffuser les nouvelles connaissances.

Des tables rondes sur les thèmes de réseautage Sud-Sud, sur le renforcement institutionnel des partenaires, sur les sciences participatives et le rôle

des acteurs de la société dans le programme et sur la coopération culturelle et muséale ont permis des débats intenses.

Ce programme pluriannuel d'AfricaMuseum aura comme principaux partenaires les institutions scientifiques suivantes : Académie des Beaux-Arts de Kinshasa, Centre de Recherche en Sciences Naturelles, Lwiro, Centre de Recherches Géologiques et Minières, Centre de Surveillance de la Biodiversité, École Régionale Postuniversitaire d'Aménagement et de Gestion intégrés des Forêts et Territoires tropicaux, Institut des Musées Nationaux du Congo, Institut Géographique du Congo, Institut National de Recherche Biomédicale, Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu, Institut Supérieur Pédagogique de Goma, Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomiques, Musée Géologique de Bukavu, Protection Civile, Texaf Bilembo, Université de Goma, Université de Kinshasa, Université de Kisangani, Université de Lubumbashi, Université Officielle de Bukavu, Université Président Kasa-Vubu.



Mot d'Eric Willemaers, Chef Coopération /Ambassade de Belgique



Professeur Kishiba Fitula Gilbert, Recteur de l'Université de Lubumbashi, s'adresse aux participants lors de la session de rapportage des tables rondes et de clôture

D'autres parties prenantes importantes sont entre autres WWF, TropenBos, Musées Sud, Union Européenne, CIFOR, Louvain Coopération, Colruyt. Des représentants de la coopération belge (DGD) et des représentants de l'Ambassade de Belgique à Kinshasa ont aussi participé activement à cet atelier..

Au total, une centaine de personnes ont contribué à des discussions animées lors de l'atelier, dont 18 collègues de l'AfricaMuseum, dans une atmosphère de collégialité et de solidarité. L'atelier de lancement a également fait l'objet d'une attention particulière dans la presse écrite et à la télévision nationale.

Conférence mondiale du cacao 2024

Trias plaide pour une approche centrée sur les cacaoculteurs et cacaocultrices



Fin avril 2024, la cinquième édition de la Conférence mondiale du cacao s'est tenue à Bruxelles, réunissant toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur du cacao. Trias était présent pour défendre les intérêts des organisations de producteurs et de productrices de cacao soutenu.e.s à travers le monde. Trias pense que les cultivateurs sont le cœur de cette industrie et que leur voix doit être entendue.

Du 21 au 24 avril, Trias a participé à la Conférence mondiale du cacao 2024, un rassemblement d'acteurs mondiaux engagés à construire durablement l'avenir de l'industrie du cacao.

Le thème de cette année était « Payer plus pour un cacao durable ». En tant que l'une des ONG présentes avec un stand à l'exposition, Trias a profité de l'occasion pour présenter les projets et initiatives de cacao durable à travers le monde et en République Démocratique du Congo. Pour ce faire, Trias a été rejoint par des partenaires tout au long de la chaîne de valeur.

Trias a eu l'opportunité d'inviter des délégués de différentes organisations de producteurs de cacao, composées entre autres des organisations COOPEBAS et UPINO de la province de Mai-Ndombe.

A cela s'ajoutaient leurs partenaires du secteur privé : la consultante en cacao **ZOTO**, la commerçante de cacao spécialisé **Silva Cacao** et le fabricant de chocolat **Chocolatoa**. Une belle équipe !

L'un des moments forts de la semaine a été la visite de Sa Majesté la Reine de Belgique et de la Ministre de la Coopération au Développement sur le stand Trias, soulignant l'importance du travail de Trias dans la génération d'un impact durable.

Séraphine Ntumba de Trias a souligné auprès d'elles la nécessité de diversifier les sources de revenus des producteurs de cacao et l'importance d'investir dans la qualité et la transformation locale. De plus, elle a insisté sur l'importance de l'inclusion des femmes et des jeunes et de l'accès au financement pour les entrepreneurs producteurs de la chaîne de valeur du cacao, leurs organisations et les communautés plus larges. Car « ce n'est que si un prix équitable est payé pour le meilleur chocolat que nous pouvons le maintenir ».



Cependant, Trias reste optimiste quant à son avenir et pense que grâce à la collaboration et à l'innovation, des solutions peuvent être trouvées. En travaillant dans des partenariats multipartites où les parties prenantes se comprennent mutuellement, le but visé devrait être la garantie des prix équitables aux producteurs et la création ensemble d'une industrie plus durable.

À la conclusion de la conférence, les parties prenantes ont formulé la Déclaration de Bruxelles – un engagement à faire progresser le développement durable du cacao. La déclaration souligne la nécessité de la collaboration, de la transparence et de la bonne gouvernance pour relever les défis auxquels est confronté le secteur du cacao.

Trias soutient pleinement les intentions de la déclaration mais reste critique quant à sa réalisation effective. Pour changer efficacement le secteur, toutes les parties prenantes doivent prendre leurs responsabilités. Trias et ses partenaires restent déterminés à impulser un changement positif dans le secteur de la base vers le haut.

Ceux qui veulent se joindre à l'engagement de Trias pour rendre le secteur du cacao plus durable peuvent contacter Trias en RDC en envoyant un courriel à centralafrica@trias.ngo pour savoir comment s'associer aux experts et partenaires de Trias en RDC ou dans les différents pays où Trias opère.



En outre, différents experts de la délégation de Trias ont participé à des panels abordant des questions critiques, telles que le rôle des femmes dans les communautés productrices de cacao et la nécessité d'une représentation des producteurs au sein de l'industrie.

Caterine Cerda du partenaire Kallari et Freddy Cabello d'Unocace, deux organisations partenaires de Trias en Amérique du Sud, ont partagé des réflexions inspirantes et leurs propres expériences, soulignant l'importance de la collaboration et de l'inclusion pour parvenir à un développement durable du cacao. Zoi Papalexandratou de ZOTO et Katrien Delaet de Silva Cacao ont abordé le sujet du cacao de spécialité.

Trias reconnaît que le secteur du cacao est actuellement confronté à des défis importants, notamment de fortes fluctuations de prix, la déforestation, le changement climatique et le travail des enfants.



Réunion mensuelle du Nexus Donor Group

La réunion mensuelle du Nexus Donor Group s'est tenue à l'Ambassade de Belgique le vendredi 26 avril et a connu la participation de 16 personnes représentant les organisations suivantes : USAID, BHA, INTPA, ECHO, GIZ, EUDEL, JICA, Banque Mondiale, les Ambassades de Grande Bretagne, du Canada, de l'Allemagne, de la Suède et de la Belgique.

Cette réunion avait pour objectif d'échanger autour de quelques bonnes pratiques institutionnelles en matière d'implémentation du nexus HDP (Humanitaire, Développement et Paix). Portant essentiellement sur la présentation des activités de USAID/BHA (Bureau for Humanitarian Assistance) et INTPA (International Partnerships)/ECHO dans ce cadre, il a été notamment question de voir comment ces deux principaux donateurs/bailleurs en RDC allient des approches humanitaires et de développement pour apporter des solutions de plus long terme aux besoins qui se présentent avec acuité dans certaines régions spécifiques du pays.

Programme "Résilience" de USAID/BHA

Mis en œuvre dans les provinces du Kasaï, Kasaï-Central et Tanganyika qui constituent notamment la "Resilience Focus Zone", le programme "Resilience Food Security Activity (RFSA)" part de l'hypothèse que bien que le contexte en RDC soit marqué par une crise prolongée, il existe néanmoins des zones stables qui présentent des opportunités pour des activités de résilience ou encore de développement. Il s'appuie notamment sur la mission du BHA qui est entre autres celle de sauver des vies, mais également d'aider les populations à risque à bâtir des fondations stables de résilience et à s'affranchir de l'aide humanitaire.

Vu les spécificités de ces provinces, il est dû par le souci d'apporter un autre type de réponse que la réponse purement humanitaire. Les activités mises en œuvre visent entre autres à améliorer durablement la sécurité alimentaire, nutritionnelle et économique des ménages vulnérables. Cela via notamment les moyens de subsistance renforcés et les revenus améliorés, ainsi que via une amélioration de l'utilisation de la nourriture chez les populations vulnérables (comportements nutritionnels, WASH, etc).

Sont aussi à prendre en compte de manière transversale : la réduction des risques et la résilience ; les dynamiques des pouvoirs, le genre et l'inclusion sociale ; la gouvernance ainsi que l'adaptation climatique. Pour y parvenir, BHA a d'abord composé avec d'autres sections de USAID même celles n'ayant pas des activités dans ces provinces mais qui disposent de l'expertise technique nécessaire notamment sur la santé, la croissance économique, la paix et la sécurité, etc. Il s'est par ailleurs appuyé sur l'équipe Nexus du Coordonnateur résident présente dans les provinces du Kasaï pour les liens avec les autres acteurs de l'écosystème.

Le programme Résilience ne couvre pas cependant d'autres pans d'activités nécessaires pour soutenir la dynamique de renforcement de la résilience des populations locales dont notamment les infrastructures, les questions de médiation des conflits et de cohésion sociale. BHA s'est dit ouvert à faire donc jonction avec d'autres acteurs qui sont focalisés sur ces thématiques pour tirer profit de leurs avantages comparatifs.

Présentation de INTPA/ECHO/FPI

L'UE utilise deux approches en ce qui concerne l'implémentation du nexus : (i) le nexus entre INTPA et ECHO ainsi que (ii) les zones de convergence. En ce qui concerne le nexus entre INTPA et ECHO en matière de fourniture des soins de santé par exemple, il s'agit pour INTPA d'une part de contribuer à pérenniser l'accès aux soins de santé de qualité et en complément pour DG ECHO d'autre part d'assurer l'extension de l'accès à des soins de qualité et gratuits, notamment pour les déplacés hors-zone.

L'objectif central reste de promouvoir, en cas de crise, l'utilisation des structures mises en place par les programmes de développement, sans établir de système parallèle qui risque de créer des chevauchements. Cette approche leur a également permis entre autres d'harmoniser les activités pour éviter les risques de double financement et le problème de traçabilité des fonds. L'achat des soins/médicaments est maintenant assuré par une seule entité pour éviter des doublons.

Pour ce qui est des zones de convergence, l'idée est que les interventions de développement puissent bâtir sur les actions d'urgence qui existent déjà dans les zones. Pour éviter qu'une fois les actions d'urgence finies, que les populations concernées restent abandonnées à leur triste sort alors qu'ils éprouvent encore des besoins, il s'agit de prendre le relais pour leur garantir des solutions de plus long terme.

Le secteur de la santé n'est pas le seul concerné. Le programme de INTPA Education en Ituri vise aussi à appuyer les zones où des activités de développement peuvent prendre le relais à des activités humanitaires. Plus concrètement quand ECHO travaille pour soutenir le retour des enfants déplacés à l'école, INTPA prend le relais dans les zones qui se sont déjà stabilisées pour contribuer à maintenir ces enfants à l'école et appuyer le système pour qu'il soit perenne.

20 écoles majoritairement dans le territoire de Mahagi et Djugu en Ituri appuyées par ECHO pendant 2 ans ont été reprises sous financement INTPA. En cas de nouveaux déplacements massifs et de besoins accrus dans les écoles accueillant des déplacés, il est prévu que ECHO finance un crisis modifier ou un RRM permettant donc un soutien ou encore un renforcement des écoles appuyées par INTPA. Ce qui permettra donc à INTPA de tirer profit des avantages compartais de ECHO en termes de gestion de crise.

Vu les logiques de fonctionnement qui sont différentes quand il s'agit d'intervention d'urgence ou de développement, il n'en demeure donc pas moins que ces liens ont encore besoin de continuer à être renforcés avec d'une part un appui de ECHO à INTPA et un suivi de ECHO par INTPA.

Discussions et points d'actions

Les deux présentations ont fait ressortir le besoin d'une synergie interne préalable entre les mécanismes humanitaires et ceux de développement.

Il s'agit en outre pour BHA notamment de s'appuyer sur les autres acteurs de l'écosystème qui ont une partie de la solution, par exemple en matière de médiation des conflits ou encore des infrastructures. Ce qui appelle notamment la nécessité de faire un mapping sur les besoins de complémentarité.

Dans les points divers, il a été relevé la nécessité d'harmoniser les vue pour le PNSD 2024-2028 et l'absence de référence à l'approche nexus HDP dans le nouveau draft 2024-2028 partagé par le gouvernement alors que cela était bien pris en compte dans la version précédente 2019-2023.

L'absence d'une référence au nexus pourrait rendre une promotion de l'approche nexus difficile au niveau local, notamment dans les plans locaux et provinciaux de développement.

La Belgique reconduite à la tête du GIBADER

Établi dans le cadre du renforcement des capacités du groupe thématique 9 «Agriculture et Développement Rural (GT 9)», le Groupe Inter Bailleurs Agriculture et Développement Rural (GIBADER) a été mis sur pied en 2011 par la communauté des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à l'initiative de la Belgique qui assurait le rôle de Co-secrétaire du GT15 (GT9 actuel).

L'objectif du GIBADER est de mettre en place un cadre de concertation et de consolidation du partenariat en vue d'une meilleure coordination dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes et projets financés et exécutés par les différents partenaires au développement relativement à la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Agricole et de Réduction de la pauvreté en RDC.

Le mandat de la présidence et de la vice-présidence du GIBADER est d'une année renouvelable une seule fois selon les termes de référence régissant le groupe. La Belgique et la Norvège assurent respectivement la présidence et la vice-présidence depuis août 2023.

Leur mandat à la tête du GIBADER a été reconduit pour la période allant d'août 2024 à août 2025 après les élections organisées ce 16 mai 2024, sous une majorité absolue de 100% votée à main levée par les membres (PTF). Fructueux mandat aux élus.

Logo officiel du GIBADER validé par ses PTF



**GROUPE INTER-BAILLEURS AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL
R.D. CONGO**

Autres réunions à l'Ambassade

Forum des acteurs belges de la coopération (FABAC)

L'Ambassade a organisé le Forum des acteurs belges de la coopération (FABAC) le 29 mai dernier. A cette occasion, une présentation donnée par MEMISA et CongoDorpen sur l'épidémie de variole du singe (Mpox) en RDC a mis en exergue la recrudescence des cas. L'absence actuelle de mesures préventives pour lutter contre cette épidémie a aussi été soulevée, tout comme l'importance de la sensibilisation de la population.

A l'initiative du CNCD-11.11.11 et de l'Ambassade, et avec l'appui du Ministère du Plan de la RDC, une présentation sur l'Acte uniforme relatif au système comptable des entités à but non lucratif de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) a également été donnée. Les participants ont pris connaissance des principaux éléments au niveau comptable propres à cet acte.

Dialogue stratégique



Le 30 mai, l'Ambassade a accueilli le dialogue stratégique entre partenaires de la coopération en RDC, en coordination avec le CNCD-11.11.11. La nouveauté de cette édition 2024 du dialogue stratégique était son format hybride, qui a permis des échanges avec les partenaires présents à Bruxelles.

Cette journée de débats a été l'occasion de dresser le bilan de l'année écoulée, tant sur le plan politique que sécuritaire. Le dialogue stratégique est aussi une plateforme d'échange de bonnes pratiques entre acteurs travaillant dans des domaines différents de la coopération au développement.

Les thèmes discutés portaient notamment sur la relation entre genre, droits humains et nexus. Des organisations travaillant dans des secteurs différents ont également exposé leurs approches respectives sur le thème transversal de l'entrepreneuriat.

Tant à Bruxelles qu'à Kinshasa, cette journée aura été marquée par des rencontres très intéressantes!

ULB-Coopération

Santé : La simulation comme outil de formation

La formation continue du personnel de santé est un des piliers de la qualité des soins. Rester à jour quant aux méthodes, processus, médicaments ou équipements est, en effet, crucial dans un domaine en constante évolution.

ULB-Coopération travaille depuis de longues années, avec ses partenaires congolais, au renforcement de cet axe. Outre l'actualisation des compétences et connaissances, la formation continue contribue à d'autres dimensions de la qualité des soins.

Plusieurs études internationales pointent le facteur humain comme élément clé dans la survenue d'événements indésirables, et plus spécifiquement la coordination entre les personnes impliquées dans un trajet de soins. Nous savons également que le sentiment de reconnaissance et d'appartenance à un groupe de pairs est un facteur très favorable pour l'apprentissage chez les adultes.

Ces constats ont amenés ULB à développer [SIMFOR](#), un projet de formation continue en santé par la simulation. Financé par Wallonie Bruxelles Internationale (WBI), SIMFOR est mis en œuvre en partenariat avec la [Plateforme Hospitalière de RDC \(PH-RDC\)](#), le [SimLabS](#) de l'ULB, les [Cliniques Universitaires de Kinshasa](#) et [l'Université de Kinshasa \(UNIKIN\)](#).

Il se concentre sur deux thèmes : la néonatalogie et les accouchements à risques.

Si la simulation évoque des images de mannequins perfectionnés, d'écrans remplis de chiffres et de graphiques, c'est une vision différente proposée ici avec l'appui avec l'appui du SimLabS de l' [ULB](#).



La PH-RDC jouera un rôle de levier pour que cette offre soit accessible à un grand nombre d'hôpitaux en RDC. L'UNIKIN se chargera, quant à elle, de renforcer l'ancrage pédagogique du dispositif et pourquoi pas, à l'avenir, l'ouvrir aux étudiant-es en santé.

L'Organisation du mois



À partir d'événements indésirables réellement vécus par un ou plusieurs des apprenant-es, l'équipe du SimLabS propose le développement de scénarios d'apprentissage qui mobilisent les pratiques professionnelles de chaque participant-e, ainsi que des méthodologies d'analyse et d'autoréflexivité sur les étapes, gestes, transmissions d'information ou décisions qui ont mené à cet événement indésirable.

Cette forme de jeu de rôle place les médecins, infirmiers et infirmières dans un cadre sécurisant qui leur permet de revivre une prise en charge et d'identifier les moments où surviennent les erreurs. Il s'agit ainsi d'un apprentissage basé sur leurs expériences et compétences, qui stimulent l'appartenance à un groupe de pairs et qui fait émerger de la pratique les ajustements nécessaires pour éviter tout risque futur.



Concrètement, 12 personnes issues de divers hôpitaux de la Plateforme Hospitalière ont été formées aux méthodes de formation par simulation, dont la conception de scénarios, et soutiendront ainsi directement la mission de développement de l'offre de formation continue en santé des Cliniques Universitaires de Kinshasa.

[11.11.11](#) regroupe les forces de 60 organisations et d'environ 20 000 bénévoles répartis au sein de 330 groupes locaux. Ils s'engagent pour un objectif commun : un monde de justice et sans pauvreté. 11.11.11 veut mettre fin à l'exploitation des humains et de la nature. Chacun, où qu'il/elle soit dans le monde, a droit à une existence digne.

Pour que ce changement soit réel, il faut que le pouvoir et les ressources soient répartis plus équitablement. C'est pourquoi 11.11.11 remet en question le système actuel et exerce une pression sur les décideurs politiques du monde entier.

En tant qu'organisation de solidarité internationale, 11.11.11 rassemble des milliers de personnes, de groupes et d'organisations pour faire en sorte que ce changement se produise. Parce qu'ensemble, on est plus fort que seul. Chaque personne renforce naturellement ce mouvement mondial

11.11.11 s'efforce donc de promouvoir la justice mondiale. Un monde dans lequel les droits sociaux, civils, politiques, culturels et économiques sont respectés pour tous sur toute la planète. Un système mondial dans lequel les inégalités socio-économiques sont réduites, la relation entre l'homme et la nature est en équilibre et les valeurs démocratiques sont garanties. C'est sa vision de l'avenir.



Le travail de 11.11.11 en RDC se concentre sur la justice démocratique, et plus précisément sur 3 domaines de changement : « le renforcement d'une société civile dynamique et indépendante », « la promotion, la protection et la réalisation des droits humains en RDC » et « la participation inclusive et qualitative aux processus démocratiques ».

Dans le cadre de son programme 2022-2026 financé par la DGD sur la justice démocratique, 11.11.11 renforce les capacités d'influence des organisations de la société civile (OSC) congolaises travaillant avec les populations afin de créer un monde plus juste et égalitaire. Parmi ces OSC, il y a AIDPROFEN (Actions et Initiatives pour la Protection de la Femme et de l'Enfant) à Goma.



AIDPROFEN accompagne les femmes et jeunes filles victimes de violences Sexuelles Basées sur le Genre. Elle leur offre un accompagnement holistique qui renforce leur résilience et leur crée des cadres d'échanges avec les décideurs.

11.11.11 travaille également avec les partenaires ci-après : AETA (Agir pour des élections transparentes et Apaisées), ODEP (Observatoire de la dépense publique), ADMR (Action pour le développement des milieux ruraux), RECIC (Réseau d'éducation civique au Congo), OCE (Observatoire congolais de l'environnement), Caritas Kolwezi, IBDGH (Initiative pour la bonne gouvernance et les droits humains), Radio Maendeleo, PC (Plateforme Contemporaine) et CEDECO (Centre d'Appui à l'Éducation et au Développement Communautaire).



Le programme 2022-2026 de 11.11.11 est mis en œuvre dans les provinces de Kinshasa, du Sud-Kivu (Bukavu), du Nord-Kivu (Goma), du Haut-Katanga (Lubumbashi) et du Lualaba (Kolwezi).

11.11.11 développe des synergies avec RCN Justice & Démocratie, Avocats Sans Frontières (plateforme protection), IPIS (International Peace Information Service), CNCD, KIYO.



Appel d'offre Coordinateur.trice bureau 11.11.11 Grands Lacs

11.11.11 cherche un.e coordinateur.trice pour les bureaux Grands Lacs (GL) situés à Bukavu et aussi responsable pour le bureau à Kinshasa. La personne recherchée doit avant tout être capable de prendre du leadership. Une personne dotée d'une vision, de compétences en gestion et d'une affinité pour le coaching. La tâche principale est de veiller au bon fonctionnement de l'équipe afin que toutes les missions confiées aux bureaux GL soient exécutées de manière efficace, efficiente et de qualité en tenant compte du contexte complexe et fragile de la région des Grands Lacs.

Pour plus d'informations, cliquer sur le lien suivant :

[Coordinateur.trice bureaux Grands Lacs à Bukavu | 11.11.11](#)

Attention, la date limite pour postuler est fixée au 30/06/2024 à 20 heures!

Pour tout contact :

Liane KIMPUTU N'SANA, Chargée de Communication

Section Coopération au Développement/Ambassade du Royaume de Belgique

133, Boulevard du 30 Juin/Gombe - Kinshasa-RDC

T +243 819700160 - +243 996022100

E-mail : Liane.KimputuNSana@diplobel.fed.be

www.rdcongo.diplomatie.belgium.be - Suivez-nous

